

## Echec culturel

**T**out ministre de la culture, à peine nommé, n'oublie jamais de citer, parmi ses priorités, la démocratisation de l'accès aux œuvres culturelles. Autrement dit, que les livres, théâtres, opéras ou musées ne soient pas monopolisés par les gens diplômés, riches et habitant dans les grandes villes. Une enquête sur les pratiques culturelles des Français vient d'être rendue publique. En matière d'accès à la culture, les résultats sont cinglants pour l'action de l'Etat, mais aussi pour les collectivités locales.

La situation, en effet, a empiré par rapport aux enquêtes similaires de 1988 et 1997. Hormis le cinéma, l'art le plus démocratique, les gens modestes abandonnent toujours plus les pratiques et désertent les lieux culturels. La lecture est le domaine le plus alarmant. Les non-lecteurs chez les ouvriers ont augmenté de façon spectaculaire. L'autre échec est lié à l'aménagement du territoire. En dix ans, le fossé s'est creusé entre les Parisiens, toujours plus consommateurs de culture, et les « provinciaux », qui le sont de moins en moins.

Il est vrai que la puissance des industries culturelles, les évolutions techniques, les mouvements démographiques, les tendances sociétales pèsent plus lourd que l'action publique dans la façon dont une nation s'empare ou non de son offre culturelle. Et la situation serait sans doute plus grave si l'Etat n'avait rien fait. Il faut, par exemple, saluer le mouvement de construction de bâtiments culturels - musées, salles de concerts, théâtres, bibliothèques - lancé depuis le début des années 1980, notamment sous l'impulsion du tandem François Mitterrand - Jack Lang. Ou encore la mesure récente offrant aux jeunes un accès gratuit dans les musées.

Il n'empêche : en matière de culture, offrir plus ne suffit pas à élargir la demande. Les spécialistes savent que cette politique profite surtout aux mordus de théâtre ou d'art. En fait, l'Etat ne s'est jamais vraiment donné les moyens de toucher les exclus de la culture. Ses actions envers les adultes sont sans cesse rognées. Et la sensibilisation des jeunes à l'école reste un serpent de mer.

Le ministère de la culture a l'image d'une forteresse repliée sur les « beaux-arts », déconnectée du large public imprégné par la culture d'écran. Ainsi, l'Etat aurait dû s'emparer, très vite, du problème du piratage des musiques, en poussant les majors du disque à offrir une riche offre légale sur le Net. Il ne l'a pas fait. Mais, hors la défense du droit d'auteur, peu de responsables du ministère de la culture semblent s'occuper des nouveaux médias. ●